



**Direction du Patrimoine des  
Investissements Médicaux et de  
la Sécurité**

***Département Travaux  
et Sécurité***

3 Boulevard Fleming  
25030 BESANÇON Cedex  
Tél. 03 81 21 80 77  
Email. [ntp@chu-besancon.fr](mailto:ntp@chu-besancon.fr)

**CHU DE BESANCON**

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET  
COORDINATION SECURITE PROTECTION  
DE LA SANTE DU PROJET EXTENSION-  
RESTRUCTURATION DU SERVICE DE  
MEDECINE INTENSIVE REANIMATION**

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)***

**APPEL D'OFFRE OUVERT**

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage .....	5
3.3 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 - Protection des données à caractère personnel.....	6
6 - Missions .....	6
7 - Durée et délais d'exécution.....	6
7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
7.2 - Durée du contrat.....	6
8 - Prix .....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
8.2 - Modalités de variation des prix.....	7
9 - Garanties Financières .....	7
10 - Avance.....	8
10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
11 - Modalités de règlement des comptes .....	8
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
11.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
11.3 - Délai global de paiement.....	9
11.4 - Paiement des cotraitants.....	9
11.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
12.1 - Présentation des livrables.....	10
12.2 - Modifications techniques .....	10
12.3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	10
13 - Développement durable .....	10
14 - Constatation de l'exécution des prestations.....	11
14.1 - Vérifications .....	11
14.2 - Décision après vérification.....	11
15 - Garantie des prestations.....	11
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
17 - Pénalités .....	11
17.1 - Pénalités de retard.....	11
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	11
17.3 - Autres pénalités spécifiques.....	12
18 - Assurances .....	12
19 - Responsabilité du titulaire.....	12

19.1 - Obligation de conseil .....	12
19.2 - En cas de changements affectant le titulaire .....	12
19.3 - Attestations sociales et fiscales .....	12
20 - Résiliation du contrat.....	13
20.1 - Conditions de résiliation .....	13
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
21 - Règlement des litiges et langues.....	13
22 - Dérogations .....	13

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la réalisation de missions de contrôle technique et coordination sécurité protection de la sante du projet extension-restructuration du service de médecine intensive réanimation

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier Universitaire de Besançon  
3 Boulevard Alexandre Fleming  
25000 Besançon

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique et le coordonnateur en sécurité et protection de la santé (CSPS) désignerons le responsable qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Contrôle Technique
02	Coordination sécurité et protection de la santé

La répartition par phase pour chaque lot est la suivante :

Lot(s)	Phase(s)	Désignation
01	P1	Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique
	P2	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants
	P3	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants
	P4	Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception
	P5	Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement
02	P1	Phase conception
	P2	Phase réalisation
	P3	Phase après travaux

## 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Faisabilité
- Fiche de données Mission
- Calendrier

## 3 - Intervenants

### **3.1 - Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### **3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage**

L'assistant à maîtrise d'ouvrage sera précisé ultérieurement.

### **3.3 - Maîtrise d'œuvre**

Le maître d'œuvre sera désigné ultérieurement.

### **3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01	L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
01	S	Sécurité des personnes dans les constructions
01	PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
01	P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
01	F	Fonctionnement des installations
01	Th	Isolation thermique et économies d'énergie
01	Ph	Isolation acoustique des bâtiments
01	LE	Solidité des existants
01	Av	Stabilité des avoisinants
01	Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
01	VIEL	Vérification initiale des installations électriques
02	Niveau 1	Mission de niveau 1
02	Prévention	Animateur prévention pendant la phase réalisation jusqu'à la mise en service

## 7 - Durée et délais d'exécution

### 7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée prévisionnelle prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 7 ans

Un calendrier définitif sera contractualisé par avenant pendant la phase 01 de chaque lot.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 14/05/2025.

### 7.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations par phase, débute à compter de la date fixée par ordre de service.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire et unitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 05/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ING } (n-6) / \text{ING } (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ING } (n) / \text{ING } (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois du début de la réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants

Lot(s)	Code	Libellé
01	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010
02	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

## 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 10 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Contrôle Technique
02	Coordination sécurité et protection de la santé

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles :

- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

### **10.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **10.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 11 - Modalités de règlement des comptes

### **11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

## **11.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26250176000264
- Code service : TRAVAUX
- Libellé service : DPIMS DEPARTMEENT TRAVAUX ET SECURITE

## **11.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **11.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **11.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **12 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **Adresse d'exécution :**

CHU de BESANCON  
3 Boulevard Alexandre Fleming  
25030 BESANCON CEDEX

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du titulaire, personne physique désignée à cet effet ;
  - Le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
    - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
    - donner au titulaire copie du permis de construire.

### **12.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

- Voir CCTP

### **12.2 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **12.3 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phases et missions du prestataire définie au CCAP.

## **13 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## **14 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **14.1 – Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

### **14.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **15 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les travaux entrent dans le champ d'application de la garantie décennale, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

## **16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **17 - Pénalités**

### **17.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **17.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **17.3 - Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat	Journalière	150,00 €	Par jour de retard
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	200,00 €	Par constatation
Refus de collaboration avec l'acheteur	Forfaitaire	200,00 €	Par constatation
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	500,00 €	Par constatation

## **18 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **19 - Responsabilité du titulaire**

### **19.1 - Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil et d'information pendant toute la durée du marché.

### **19.2 - En cas de changements affectant le titulaire**

En cas de changements dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le titulaire s'engage formellement à en informer ou à en faire informer directement et immédiatement par écrit le pouvoir adjudicateur.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### **19.3 - Attestations sociales et fiscales**

Le titulaire du marché devra transmettre tous les 6 mois pendant l'exécution du marché les attestations sociales et les informations relatives à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les documents afférents conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D.8254-2 et suivants du code du travail.

## **20 - Résiliation du contrat**

### **20.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **21 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **22 - Dérogations**

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles